

## Syrie – La « chance » d'Assad

*On n'imagine pas la coalition venir au secours de l'opposition syrienne, toute occupée qu'elle est à régler le cas Kadhafi*

La Syrie a donc elle aussi, à son tour, été touchée par ce “printemps arabe” qui, à vrai dire, aura vraiment débuté en hiver avec les chutes du Tunisien Ben Ali et de l'Égyptien Moubarak ... en attendant celle de Kadhafi. Diverses manifestations vite contenues ont eu lieu un peu partout dans le pays à partir de la mi-mars. Vite encadrées et, dans les faits, réunissant peu de monde, elles ont tout juste constitué une petite alarme pour le régime. De toute autre ampleur est le mouvement qui a vu le jour à la fin mars à Deraa, à 120 km au sud de Damas, non loin de la frontière avec la Jordanie. Là, ce sont plusieurs milliers de personnes qui sont descendues dans la rue pour dénoncer les maux qui frappent le pays : chômage, inflation, prix excessifs ... avant de déboucher sur une mise en cause directe du régime de Bachar el-Assad à travers la dénonciation de sa corruption, de son autoritarisme et de son clanisme.

La Syrie est en effet aux mains du même clan familial depuis l'arrivée à la tête du pays d'Hafez el-Assad en 1970, auquel succède son fils, à sa mort en 2000. Un clan qui s'appuie essentiellement sur les Alaouites (une branche du chiisme représentant environ 10 % de la population tandis que l'immense majorité est de confession sunnite, à l'exception d'une composante chrétienne (10 %) et, plus marginalement, druze) qui ont tous les privilèges et monopolisent la plupart des postes importants. C'est aussi cela que dénoncent les manifestants.

Les troubles de Deraa ont fait plusieurs centaines de victimes. Des civils non armés dont les vies ont été achevées à l'arme automatique. Si Basar el-Assad a promis des concessions, notamment une hausse des salaires des fonctionnaires et la levée de l'état d'urgence en vigueur depuis 1963, il ne semble pas que cela soit en mesure de calmer durablement la colère de la population. La contestation commence à s'étendre et, à l'étranger, des voix à s'élever pour appeler le régime à la retenue vis-à-vis de sa population.

L'intervention occidentale en Lybie est motivée, au moins officiellement, par l'urgence à secourir une population civile menacée. A cette aune, la Syrie pourrait tout aussi bien présenter les mêmes caractéristiques et la répression sanglante justifier une intervention armée. Intervenir en Lybie peut se justifier moralement mais, finalement, aucun intérêt stratégique majeur n'était en jeu pour l'Occident : Kadhafi coopérait avec l'Ouest dans son combat contre Al Qaida et le terrorisme international, il participait aussi à la lutte contre l'immigration clandestine en provenance d'Afrique sub-saharienne à destination de l'Europe tandis que les compagnies pétrolières occidentales avaient repris pied dans le pays. En revanche, la Syrie n'est pas la Lybie. Alliée à l'Iran, la Syrie est au cœur de la lutte arabe contre Israël, elle a longtemps financé le terrorisme international, elle finance et arme toujours le Hamas palestinien et le Hezbollah libanais.

Que le régime vienne à tomber et ce sont toutes les cartes qui sont rebattues au Proche et au Moyen-Orient. Les régimes arabes sunnites seraient moins sous la pression et pourraient envisager un processus de pacification avec Israël. Le Hezbollah serait coupé de ses bases d'approvisionnement et verrait sa puissance amoindrie au sein d'un Liban qui pourrait, enfin, commencer à espérer de nouveau. Enfin l'Iran se verrait isolé sur la scène régionale. Politique fiction ? Non, mais la probabilité d'une intervention armée reste à ce stade très faible. La raison, la Lybie de Kadhafi résiste encore et monopolise toutes les ressources de la coalition et l'on imagine mal, aujourd'hui, l'ouverture d'un second front. C'est là sans doute la véritable chance d'Assad...

Pascal LOROT

*Le nouvel Economiste*, N° 1560 - 31 mars 2011